

« Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective »

Romain Ducoulombier

Les 9 et 10 novembre 2007 s'est déroulé à l'initiative du collectif d'historiens du CRID¹ un important colloque sur les mécanismes de l'obéissance et de la désobéissance pendant la Première Guerre mondiale. Accueilli très chaleureusement à Craonne et Laon grâce au soutien du Conseil général de l'Aisne, de la commune de Craonne et des universités de Montpellier-III et de Toulouse-II, ce colloque de dimension internationale a pu mener à bien ses travaux sur le lieu même du champ de bataille du Chemin des Dames. La méthode adoptée par les organisateurs pour mener les débats s'est avérée fort claire et pédagogique : plusieurs rapporteurs ont, au cours des deux jours de discussion, résumé et discuté les communications présentées par les intervenants, qui ont ainsi eu l'occasion d'exprimer leur pensée de manière synthétique dans une intervention courte. Le colloque du CRID ne s'est donc pas conformé tout à fait à la loi du genre – un choix de méthode bienvenu qui redouble l'intérêt d'une préoccupation scientifique plus profonde : dépasser, par une large réunion d'historiens et par le recours à l'histoire comparée, le débat sémantique dans lequel l'histoire de la Grande Guerre semblait s'être figée depuis quelques années. À l'invitation des historiens du CRID, en particulier Rémy Cazals, Nicolas Offenstadt et Frédéric Rousseau, toutes les nuances qui se sont manifestées dans ce débat étaient représentées, aux côtés d'une large palette d'historiens étrangers dont les travaux ont joué un rôle essentiel dans le renouvellement de l'historiographie de la violence de guerre – en particulier John Horne et Leonard V. Smith.

Le colloque a organisé ses travaux autour de trois grands thèmes : une histoire générale des mécanismes et des déterminants de l'obéissance pendant la Grande Guerre en Europe occidentale, une histoire des acteurs, des pratiques et de la mémoire des mutineries de 1917 en France, et une histoire comparée de la désobéissance en guerre au XX^e siècle. Un programme d'une telle ampleur découlait à l'évidence de la volonté largement exprimée par les rapporteurs et les discutants de rompre le carcan chronologique de 1914-1918 pour recomposer une histoire longue et comparée de l'univers des valeurs militaires articulé par le « devoir » et des pratiques de « discipline » et d'« obéissance » en guerre. Les déterminations et les motivations d'actes-clefs comme le volontariat, la désertion, « l'embusquage » ou la mutinerie sont largement discutées par plus d'une trentaine d'interventions. De ce fait, des approches en termes d'histoire sociale, politique et culturelle de l'obéissance et de sociologie historique des mutineries françaises et étrangères ont pu confronter leurs résultats. Le colloque ne s'est donc pas seulement intéressé à l'expérience des marges, mais à la multiplicité des manifestations individuelles et collectives du refus d'obéissance, qu'il soit ouvert ou larvé.

La définition même de l'acte d'obéir – si tant est qu'obéir est un acte – n'est pas un exercice simple. La nécessité de « forcer l'obéissance » est un cas extrême dans la panoplie des attitudes qu'impose l'institution disciplinaire qu'est l'armée.

¹ Collectif de recherche international et de débat sur la Guerre 14-18. Voir leur site www.crid1418.org. Le programme détaillé du colloque est toujours accessible sur le site et permet de retrouver les noms de tous les intervenants, rapporteurs et discutants.

Motivé par le refus des sacrifices inutiles ou par une volonté plus ou moins consciente de délégitimer le conflit – de la part de minorités nationales ou de militants politiques –, le refus individuel d'obéissance présente une multiplicité de causes et de formes qui ne peuvent être réduites à la définition que l'armée en fournit. La compréhension des processus de contagion de la révolte ne peut à son tour négliger les variations constatées d'une unité à l'autre, d'une nationalité à l'autre. Dans cette perspective, l'attitude de la hiérarchie militaire dans l'enrayement de la désobéissance, toujours mieux documentée par un évident effet de sources, invite à approfondir l'étude de ce maillon disciplinaire essentiel de la chaîne de commandement que sont les officiers subalternes, qu'ils soient de réserve ou d'active. Les armées en temps de guerre ne sont pas en effet celles de la paix : s'y installent de nouveaux systèmes de domination et des hiérarchies informelles décalées par rapport aux organigrammes théoriques, à mesure que les hommes s'enfoncent dans la pratique du « métier » de soldat. S'il n'est pas sûr que la guerre ait profondément changé les hommes, il est possible cependant qu'elle ait durablement modifié le rapport des anciens mobilisés à l'autorité – dans le sens d'un refus radical ou au contraire d'une exaltation de son acceptation. La guerre, de ce point de vue, ébranle sans doute les fondements traditionnels de l'autorité, qui naît naturellement de l'âge et de l'expérience, pour privilégier les valeurs et l'élan d'une jeune relève générationnelle révélée à elle-même au front.

Ce questionnaire initial qu'élabore une première série d'interventions permet ensuite d'approfondir la réflexion sur l'histoire et la mémoire des mutineries françaises. La connaissance détaillée des auteurs et des usages de la violence lors de l'épisode mutin se précise. Mais c'est plus largement au travers d'une interrogation sur les causes des mutineries et sur l'évolution progressive des horizons d'attente des soldats à partir de 1916 que le colloque apporte une réflexion inédite et importante. L'apport d'une sociologie des structures d'opportunité comme d'une sociologie des rites d'institution d'inspiration bourdieusienne est de ce point de vue incontestable. Les mythes et les rumeurs, véhiculés par cette population particulière que constituent les permissionnaires, jouent aussi leur rôle dans l'élargissement soudain des perspectives politiques qui caractérise l'année 1917. Le terme de mutineries est lui-même discuté, au profit d'autres caractérisations comme celles de « grève », voire de « mouvement social ». Cet effort de taxinomie traduit plus largement la difficulté à laquelle se heurte l'historien de la Grande Guerre qui veut échapper aux catégories avec lesquelles l'armée et la presse d'opinion, ces deux grandes forces d'homogénéisation impérative de la morale publique en guerre, classent les hommes et les groupes comme « boches », « pacifistes », « meneurs », « mutins », « espions », etc.

La troisième dimension du colloque, résolument comparative, fait rejouer l'ensemble de ces questionnements dans d'autres contextes, d'autres armées et d'autres guerres au XX^e siècle. Elle permet d'accueillir une réflexion plus large sur la propension des individus à recourir à la violence (à travers la célèbre expérience Milgram), sur les processus d'étiquetage des individus par les institutions qui les enserrent, et sur la nature même du refus de la violence – refus d'exercer la violence sur autrui, ou refus de subir la violence sur soi ? Refus idéologique et politique manifesté par un acte volontaire, ou réflexe de peur ? Situé aux confins d'une histoire sociale, politique et culturelle de la discipline sociale et militaire et d'une histoire universelle de la condition de soldat, le paradigme de l'obéissance possède d'incontestables vertus heuristiques qui semblent séduire une génération moins clivée de jeunes chercheurs.